L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 28 OCTOBRE 1873. 47me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI MATIN, 28 OCTOBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par S. Guinault, sur l'Avenue Carrollton, dans l'écurie de Mme Merrère,—Une vacherie.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 36 de la rue de Chartres — Bottes, souliers et brodequins : linge de cientèle.

Vente Positive et sans Réserve, à Crédit.—Vente de 607 sacs de café et d'un grand lot de comestibles, vins, liqueurs. Aussi, de stocks et de scrips, magnifique ameublement de bureau, coffre-fort, etc. Voir l'annonce de D. E. Morphy, encanteur. 2f

SPECTACLES.

Mardi, 28 Octobre 1873.

ACADEMIE. — Hazard, drame.

Le fin mot de la crise.

Il y a déjà plus d'un mois que fut annoncée la déconfiture de la maison de banque Jay Cooke & Co.; il y a déjà un mois que la suspension de payement des banques eut lieu dans presque tous les Etats de l'Union; il y a près d'un mois que ce sujet exerce l'esprit des hommes d'Etat, des politiciens, des capitalistes, et ils n'en paraissent pas plus avancés sur les véritables causes qui ont produit ce bouleversement dans notre crédit public, sinon dans notre crédit officiel, car les affaires du gouvernement n'en ont nullement souffert, et les détenteurs des bons américains à l'étranger n'en sont pas moins certains de recevoir le paiement de leurs coupons ou de pouvoir vendre leurs fonds sans perte, si cela leur convient.

La crise a été si peu *officielle* que les billets des Etats-Unis où les legal tenders sont plus appréciés qu'ils ne l'ont jamais été et qu'il n'existe plus qu'une différence vraiment imaginaire entre ces billets et l'argent. La différence est si faible qu'on ne conçoit pas qu'elle puisse empêcher encore la reprise des payements en espèces. Il n'y a donc pas eu de multiplication extravagante de papier monnaie, l'émission de ce papier étant d'ailleurs nécessairement bornée par l'obligation imposée à toute banque nationale de faire des dépôts de bons à la trésorerie pour répondre de la circulation de ses billets, et l'obligation a été remplie avec une telle rigidité que cette circulation, tout artificielle qu'elle est, n'a pas encore éprouvé l'accident le plus minime. Tous les legal tenders ont une valeur égale, car ils sont tous garantis également, et à part la légère différence d'estime entre le papier de circulation et le numéraire, la possession de legal tenders offre réellement autant de sécurité que la possession de l'or même.

C'est là le fait qui a embarrassé tant de gens, réputés habiles en matière de finances, quand ils ont été invités à produire leur opinion sur la cause de cette crise extraordinaire. Tout le monde a été passé en revue et personne n'a satisfait personne. Le grand opérateur Vanderbilt a été le plus faible de tous; il n'a rien dit qui mérite d'être cité. Le secrétaire du trésor, Richardson, n'en a pas su davantage; la président a donné quelques idées apprises sans en connaître la valeur; l'ancien secrétaire Boutwell s'est perdu dans les profondeurs d'une logomachie financière qui lui a tenu lieu de science et de raison; d'autres hommes, plus ou moins connus, et plus ou moins versés dans les tripotages de cette époque, ont parlé comme des courtiers ou des joueurs sans faire de remarques générales.

L'ex-président Johnson seul a trouvé moyen de dire quelque chose de nouveau en représentant la crise comme une conséquence forcée de la politique empirique du gouvernement fédéral. Il avait prévu cette crise, a-t-il dit, en réponse à ceux qui l'ont honoré d'une sérénade à Washington, mais il ne pensait pas qu'elle vint si tôt, et la preuve de cela c'est sa négligence à retirer de la Banque Nationale un dépôt de $75,000 qui constituait à peu près toute sa fortune. Ainsi, c'est celui de tous, qui avait le mieux jugé des choses, qui s'y trouve le plus gravement compromis, et c'est le président actuel, qui n'y comprenait rien et ne prévoyait rien, qui a eu cependant la finesse de retirer à temps le dépôt confié par lui à la maison de banque dont la déconfiture en a fait sauter tant d'autres.

Quant à la presse, elle a fait purement et simplement de la politique et c'est en effet dans la politique, selon nous, qu'il faut chercher la cause de cette gêne qui s'est fait sentir principalement chez les banquiers plus ou moins mêlés aux tripotages congressionnels. C'est par là que la crise a commencé et que, en dépit, du faux de la confiance, elle s'est étendue au Sud et partout. Mais les raisons de suspension données d'un côté et de l'autre n'étaient pas toujours justes. Ainsi on a dit pour nos banques, que si elles manquaient de monnaie courante c'est parce que le Nord l'avait accaparée et thésaurisée à notre détriment. Si cela était absolument vrai, il devrait y avoir à New-York assez d'argent pour y faire arriver les graine de l'Ouest et pour subvenir à tous les besoins du commerce. Or, c'est le contraire qui est signalé par tous les bulletins d'affaires de New-York; nous y lisons que l'argent manque pour le mouvement des récoltes, et cela dure depuis plus d'un mois et il n'y a pas plus de facilité aujourd'hui qu'au commencement de la crise.

On avait dit aussi que les collections faites ici ou au Sud, pour le compte de l'Ouest, nous avaient forcément privée de nos moyens de circulation monétaire. Mais si cela eut été absolument vrai, il devrait y avoir beaucoup d'argent roulant dans l'Ouest et cependant l'Ouest a été et est encore aussi empêché ou embarrassé que nous, car de toutes les banques de l'Ouest, celles de Cincinnati seules ont été à même de reprendre le cours de leurs payements ordinaires. A part Cincinnati, l'Ouest est à peu près dans la même position financière que New-York. Alors où se trouve l'argent? Où se trouvent les billets de circulation? C'est la grande question à laquelle, dès le principe, la crise a donné lieu, et l'on voit aujourd'hui qu'elle avait été mal résolue ici en disant que les billets de circulation avaient été accaparés par les capitalistes ou les banques du Nord et de l'Ouest.

La vérité est que ces billets n'ont été ni accaparés ni thésaurisés par personne. Ils se trouvent entre les mains de tout le monde, comme nous l'avons déjà démontré dans un de nos articles : au Sud, ils se trouvent entre les mains des travailleurs de champ qu'on ne payait pas autrefois, et au Nord, ils se trouvent entre les mains de ces masses d'ouvriers employés à construire nombre de chemins de fer dont l'exploitation ne rendra probablement rien. Ces chemins de fer se sont multipliés par l'abus des subventions congressionnelles et législatives, et il en est résulté un besoin énorme de legal tenders qui ne peuvent plus se retrouver aujourd'hui en dépôts dans les banques. C'est donc la politique corrom pue du Congrès et des Législatures qui est la véritable cause de la crise actuelle.

VINS, VERMOUTH, HUILE.—MM. Mercier & de Smet, rue Tchoupitoulas No 5, viennent de recevoir de Gênes et ont à vendre du vin de Castelmoron et de diverses autres marques, du Porto, du Sherry, du Vermouth, de l'Huile d'Olive et une grande consignation de Macaroni et de Vermicelle. Voyez l'annonce.

☞ Nous avons reçu de M. Simon, (librairie cosmopolitaine), au coin de la rue St-Louis et du Passage de la Bourse, N°. 1, *Univers Illustré*, *les Beaux Romans*, le *Journal de la Semaine*, le *Journal du Dimanche*, et d'autres publications parisiennes. M. Simon reçoit aussi *La Mode Illustrée* et la *Moniteur de la Mode*. Le public peut lire toutes les publications gratis et même les recevoir à domicile presque aux mêmes conditions. On y trouvera aussi le procès Bazaine.

PAYEMENT DES DROITS DE DOUANE.—M. Jos. F. Casey, collecteur de la Douane de la Nelle-Orléans a reçu du secrétaire du trésor, Richardson, la communication suivante :

Département du Trésor,
Washington, 23 oct. 1873.

"Pour éviter un travail et des risques inutiles, j'ai chargé l'assistant-trésorier des Etats-Unis, à la Nelle-Orléans, Le., de requérir des importateurs qu'ils lui fournissent le montant des droits qu'ils doivent vous payer. Il sera alors à s'assurer du prix en billets des espèces requises, et sur le payement qu'il en recevra, au lieu de remettre les espèces aux acheteurs pour qu'ils les livrent entre vos mains, il émettra des certificats de dépôt pour le montant acheté en votre nom comme collecteur, avec les noms des acheteurs écrits en encre rouge et en travers sur le *recto* des certificats, et ces certificats vous seront remis au lieu des espèces qu'ils représentent. Vous ferez avec ces certificats absolument comme si vous aviez reçu des espèces et fait les dépôts.

Très respectueusement,
Wm. A. RICHARDSON,
Secrétaire.
M. Jos. F. CASEY,
Collecteur des Douanes à la Nlle-Orléans.

LA NOUVELLE-ORLEANS PRIMITIVE.—Un de nos plus anciens et plus respectables habitants, M. Thomas J. Speer, a conçu le plan de publier soit en volume soit en feuilles détachées, une histoire descriptive de l'ancienne ville de la Nlle-Orléans, comprenant ses premiers édifices publics, ses institutions d'autrefois, ses reliques coloniales, les mœurs et usages de ses habitants, depuis sa fondation en 1718, par le gouverneur Bienville du temps de la domination française, et plus tard sous la domination espagnole. L'objet de ce travail pittoresque et littéraire est de conserver pour les générations à venir un monument de l'esprit d'entreprise, du courage et des efforts de nos devanciers.—Afin d'exécuter dignement cette œuvre intéressante, M. Spear sollicite respectueusement l'assistance de ses concitoyens. Ayant lui même rassemblé, pendant de longues années de recherche, un grand fonds de matériaux historiques ou chronologiques sur notre ville et sur cette contrée, il sera reconnaissant envers tous ceux qui voudront et qui pourront ajouter quelque chose à ses renseignements et à ses propres souvenirs.

ACADÉMIE DE MUSIQUE. — Deux nouveaux artistes, M. Frank Hussey et Mlle Blanche Clifton, ont débuté, hier soir, à ce théâtre, dans le drame émouvant de Cooper, intitulé : *Hazard*.

L'annonce de l'apparition de ces deux artistes, pour la première fois à la Nouvelle-Orléans, a, comme nous le supposions, attiré une très grande foule qui a fait aux débutants un accueil des plus flatteurs. M. Hussey, dans les rôles de "Tatwell" et de "Jubilee Jake", a été très amusant, et a obtenu un succès éclatant. Mlle Clifton, dans celui "d'Eva", a joué d'une façon qui révèle en elle des talents de tragédienne et de cantatrice accomplie. *Hazard* sera répété ce soir; ce qui permettra à ces deux artistes de mérite de se faire applaudir par un auditoire nouveau.

LIBRAIRIE FRANÇAISE.—Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur l'annonce de la maison Hébert & Co., rue de Chartres 59, au coin de la rue Bienville, qui a en ce moment pour la jeunesse une magnifique collection d'ouvrages comprenant plus de 1,500 volumes, ainsi qu'un assortiment de romans des meilleurs auteurs français, et un grand nombre de livres classiques et religieux qui seront cédés à une réduction de 25 0/0. La même maison a reçu par la barque Napoléon 30,000 rouleaux de papiers peints français, et par le steamer Liberty de Baltimore, 10,000 rouleaux de papiers américains des meilleures fabriques. La maison Hébert a encore toute sorte de fournitures de bureau et reçoit les journaux français les plus en vogue pour les sciences, la littérature, etc. Jamais cet établissement, si achalandé et si populaire, n'eut un catalogue plus brillant que celui qu'elle offre aujourd'hui au public et jamais ses prix ne furent aussi modérés. Voir l'annonce.

THÉATRE ST. CHARLES. — L'ouverture de ce théâtre, annoncée pour hier soir, n'a pu avoir lieu; la troupe qui doit y débuter, n'étant arrivée, en ville, que ce matin.

La première représentation aura donc lieu ce soir, et dans laquelle paraîtra l'acteur justement célèbre, M. Oliver Doud Byron. Cette occasion sera d'un double attrait pour les habitués du "St. Charles" qui reverront avec plaisir l'enceinte de sa vaste salle et entendront un bon artiste.

Nous avons reçu, hier soir, vers minuit, la dépêche suivante :

Holly Springs, 27 oct. 1873.

La troupe d'opéra et d'autres passagers du steamer *Europe*, arriveront à la Nouvelle-Orléans, mardi, vers deux heures de l'après-midi.

LIMET.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

UN APPAREIL DE DÉCORTICATION POUR LA JUTE ET LE RAMIÉ.

Nous avions promis à nos lecteurs, il y a quelques jours déjà, de leur donner la description d'un appareil de décortication pour la jute et le Ramié, que nous avions vu fonctionner sur l'habitation St. Jemmie, à Gentilly, dirigée par M. Emile Lefranc, ancien rédacteur de la *Renaissance Louisianaise*.

Cet appareil offre toutes les garanties du succès. Il est simple et ingénieux; et nous sommes convaincu que tous les planteurs, qui sentent, comme nous l'avons dit, la nécessité d'introduire une culture nouvelle dans le pays, mais qui avaient reculé jusqu'à présent, à cause de l'absence de toute machine pour exploiter leurs récoltes, attacheront la plus grande importance à cette invention, qui ouvre la voie à une nouvelle industrie pour la Louisiane. Il y a cinq années déjà que la Ramié a été importé dans notre Etat, et la culture de cette plante textile avait été, pour ainsi dire, abandonnée, lorsque M. Emile Lefranc, a résolu d'y consacrer tous ses efforts. C'est donc à lui que nous devons, en grande partie, l'appareil de décortication. S'il n'en est pas précisément l'inventeur, il a, du moins, donné les espèces et fait les dépôts.

M. Lefranc a, en outre, le mérite d'avoir, le premier, essayé la culture de la jute, une autre plante textile, inférieure au Ramié, mais plus facile à reproduire. L'appareil de décortication se compose de deux roues horizontales, liées l'une à l'autre par un cable croisé, qu'une machine à vapeur fait tourner dans le même sens. Des tiges de Ramié ou de jute sont placées, à la main, entre le cable et ces deux roues, qui les conduisent à un double jeu de deux rouleaux, qui les broient et qui séparent l'écorce des filaments.

Une machine pareille à celle que nous avons examinée peut coûter $600, à peu près, et elle est assez puissante pour donner une moyenne de mille livres de matière textile par jour.

Le produit brut, que l'on obtient ainsi, est jeté dans de grands réservoirs pleins d'eau, où, après un certain laps de temps, — deux semaines environ, — les gommes sont précipitées et la fibre reste intacte.

La matière textile brute de la jute, c'est-à-dire telle qu'elle sort de l'appareil de décortication, se vend à New-York et à Boston, six sous la livre; la même matière textile brute du ramié rapporte vingt-cinq sous la livre.

La fibre dégagée de ses gommes et blanchie par le roulassage, est cotée à dix sous, pour la jute, et à soixante-quinze et quatre-vingt-dix sous la livre, pour le ramié.

L'invention de l'appareil de décortication est une fortune pour tous nos planteurs et nous ne saurions trop les engager à en faire l'essai.

Pas de capital, économie de main d'œuvre, voilà les grands avantages qu'offrent la culture et l'exploitation de la jute et du ramié.

Cour Criminelle.

SEPTIÈME JOUR DU PROCÈS DES ÉPOUX BURGESS

La même foule indignée et curieuse de détails se pressait hier dans la salle de la Cour Criminelle, bien avant dix heures du matin.

Les accusés, entant que le moment déclaré approchait, avaient perdu beaucoup de leur assurance. Ils étaient tous les deux pales et tremblants, et Mary Burgess, la matérielle objectare qui a été la complice de tous les crimes de son mari, a versé plusieurs fois des larmes hypocrites, dans l'espoir d'émouvoir le jury.

M. Whitaker, le jeune avocat nommé d'office par le juge Abell pour défendre le couple infâme, a été le premier à prendre la parole.

Il a commencé tous ses efforts à essayer de persuader au jury que les Burgess n'étaient pas coupables du crime du vol, et il a basé tous ses arguments sur la différence qu'établit la loi entre ce crime et un autre plus hideux encore, que nous nous abstenons de nommer.

M. Whitaker a voulu, évidemment, faire son devoir jusqu'au bout et le plus consciencieusement possible. Loin de vouloir le blâmer, nous croyons qu'il a droit à nos éloges; mais, — nous l'avons déjà dit une fois, — la cause des Burgess est trop mauvaise pour être défendue avec succès. Toutes les preuves sont contre eux, et il est impossible qu'un jury, quelque peu impartial, ne reconnaisse pas leur culpabilité.

Après M. Whitaker, M. Dalsheimer a fait une sorte de *speech*, qui a duré environ une heure.

Nous avons écouté patiemment sa harangue, et le jury a fait comme nous; mais il nous serait difficile de répéter ce qu'il a dit, attendu qu'il nous a été impossible de rien comprendre.

C'est bien dur à avouer, mais nous devons convenir que M. Dalsheimer est trop fort pour nous.

Ce grand avocat, ce savant jurisconsulte, cet éloquent orateur a daigné lancer quelques épigrammes, — qui auraient pu être spirituelles, — contre la Presse de la Nouvelle-Orléans, qu'il accuse de s'être ligués contre lui.

M. Dalsheimer est bien bon de s'occuper de nous, quand nous nous occupons peu ou point de lui. Son plaidoyer est un chef-d'œuvre, et si les Burgess sont condamnés à la mort et pendus, comme ils le méritent, ils le devront certainement à l'éloquence incomparable de leur zélé défenseur.

M. Field a clos les débats et le juge Abell a résumé les témoignages.

L'affaire a été ensuite soumise au jury, vers quatre heures un quart de l'après-midi.

A sept heures et demie, hier soir, il n'y avait pas encore eu de verdict. Les jurés ont donc été enfermés pour la nuit.

UNE QUERELLE SANGLANTE.

UN MARI MORTELLEMENT BLESSÉ PAR L'AMANT DE SA FEMME.

Dimanche matin, vers dix heures, deux hommes de couleur, nommés Sam Anderson et Moses Jackson, se sont rencontrés, rue Poydras, entre Rochelaire et Touti, et après avoir échangé quelques paroles, il paraît que Jackson a tiré un couteau, avec lequel il coupait un morceau de bois, s'est élancé sur son interlocuteur et lui a enfoncé la lame dans le cœur, immédiatement au dessous de l'oreille gauche.

Sam Anderson a fait quelques pas, en chancelant, et il est venu s'abattre lourdement au pied d'un escalier. Son sang coulait à flots. La blessure était profondellement sera fatale.

Pendant qu'une femme du nom de Mary Garnee s'efforçait de lui donner des soins, Jackson s'est enfui et s'est caché sous une citerne, dans la cour d'une maison située non loin de là.

Plusieurs nègres se sont mis à sa poursuite et l'ont découvert dans sa cachette, d'où on l'a tiré, après l'avoir un peu maltraité.

Le blessé a été transporté à sa résidence, dans un état d'insensibilité complète. Un médecin, ayant été appelé à son chevet, a déclaré que la vie du malheureux était en danger, mais, qu'un traitement convenable pouvait encore le sauver.

Notre reporter a visité Moses Jackson dans son cachot, afin d'approfondir la cause de sa querelle avec Sam. Anderson.

Il paraît que le prisonnier a eu des relations criminelles avec la femme de la victime, une certaine Bridget, qui n'est pas précisément la vertu personnifiée. La coquine a été arrêtée comme complice du meurtre de son mari. Anderson, ayant eu connaissance de la liaison de sa femme avec Jackson, a demandé raison à celui-ci de sa conduite et a reçu pour réponse un coup de couteau.

INCENDIES.

A minuit, samedi soir, on fen allumé par un incendiaire, a été découvert dans une maison en bois, située rue Constantinople, à JeffersonCity, au coin de la rue Live Oak, appartenant à Jacob Weber, qui y tenait une épicerie.

Les dégats sont peu considérables, le feu ayant été éteint en quelques minutes.

Dimanche matin, vers une heure, un second incendie a éclaté dans une maison en bois, à un étage, sise rue Melpomène, près Clara, appartenant à Pat. Grady et habitée par lui. — Les flammes ont gagné la maison voisine appartenant à M. Charley. — Ces deux habitations ont été consumées. La première était assurée pour $1200 à la Compagnie Métairie et la seconde était assurée pour $3000, mais on ignorons à quelle comp. cnie.

Un troisième incendie s'est déclaré avant hier soir, vers sept heures, dans une maison en briques à deux étages, sise au coin des rues François et Victoire, appartenant à E. Fouté et habitée par plusieurs familles. Quelques seaux d'eau ont suffi, heureusement, pour éteindre le feu, et on n'a pas eu besoin de donner l'alarme. Les dégats sont insignifiants.

Enfin, vers une heure et demie, hier matin, quelques mauvais drôles ont donné une fausse alarme par le moyen de la boîte portant le N° 197, placée au coin des rues Poydras et Claiborne.

La police, malheureusement, n'a pas découvert les perturbateurs de l'ordre.

LA GUERRE DANS UN MÉNAGE.

Dimanche, jour du repos et de la prière, Joseph Davis, demeurant au No. 17 de la rue Cyprès, s'est levé d'assez mechante humeur. Le ciel était en feu, la chaleur accablante; bref, Joseph Davis n'était pas content. Les idées les plus tristes l'assiégeaient; il avait un commencement de migraine et il se sentait tout disposé à chercher noise au premier venu.

Or, Joseph Davis est en puissance de femme, et le sort l'a uni à une espèce de dragon, véritable colosse femelle, qui a des opinions arrêtés sur les droits des femmes, tout autant que madame Woodhull ou la *Colonelle Copley*.

On comprend qu'une discussion animée n'a pas tardé à s'engager entre les deux époux.

Des paroles aux coups, il n'y a pas loin, dans certaines circonstances.

D'après les lois de la logique le mari aurait dû en venir aux coups; mais c'est le contraire qui est arrivé. La déesse Japhétine,—la virago se nomme ainsi,—s'est armée d'une hache et a porté un coup terrible sur la tête de son féal époux, qui a eu le crâne fracturé du coup et a été renversé tout sanglant sur le parquet.

La police est intervenue et madame Joséphine a été arrêtée.

L'état de Joseph Davis est très grave et on ne peut rapporter ce malheureux à l'Hôpital de Charité.

Maries-vous donc après cela!

UNE INTÉRESSANTE PARTIE DE BILLARD.

Ainsi que nous l'avions prévu, une foule considérable d'amateurs s'est rendue, hier soir, à la Rotonde St-Charles, pour assister à la partie de billard entre Frank Maggioli et John Miller.

Des sept heures et demie, une bonne partie des places étaient déjà occupées et à 8 heures et quart, moment où la partie a commencé, l'amphithéâtre était littéralement couvert de spectateurs.

Il paraît que la veille deux heures et cinq minutes, a été terminée à la 45ème entrée. Maggioli est resté vainqueur et a battu son adversaire de 66 points. Les deux joueurs ont fait preuve, pendant tout le cours de la partie, d'une grande habileté; on peut dire, cependant, que le jeu de Maggioli a généralement été plus ferme, plus hardi, et, aussi, plus heureux que celui de Miller.

Les plus fortes séries du premier ont été : 18, 27, 30, 30, 17, 20, 43 et 16, et celles de Miller 19, 21, 17, 20, 17 et 12.

La moyenne de Maggioli est de 6 2/3, et celle de Miller de 5 12-13.

Nous avons été frappés des progrès vraiment surprenants que Frank Maggioli a faits depuis quelques mois. Il a exécuté, dans cette partie, dix masses, quelques-unes très difficiles, et on ne rare bonheur, car il n'en a pas manqué un seul. Il possède le précieux talent de maintenir fort longtemps, par des coups d'une douceur et d'une puissance extraordinaires, les billes réunies, soit dans un des coins du billard, soit le long des bandes.

Les grandes séries ne font de cette manière et c'est le genre de jeu dans lequel excellait le fameux Massey. Maggioli cherche évidemment à imiter ce grand maître.

A la fin de la 39e entrée, la partie a été suspendue pendant dix minutes, de 9 heures 20 minutes à 9 heures et demie, et pendant ce temps les amateurs de la carambole, les joueurs, joueurs, marqueurs, reporters et spectateurs en ont profité pour dîner ou rafraîchir à la fameuse barre de M. Lecourne qui n'est trouvée, tout à coup, extrêmement achalandée.

La même chose a eu lieu à la fin de la partie et, lorsque nous avons quitté la Rotonde, le Krug et le Roderer coulaient à flots sur les comptoirs de la barre, qui est bien certainement une des plus belles, des plus richement fournies, et des mieux tenues qui soient aux Etats-Unis. Il y a, notamment, un cognac, étiqueté "*Charles Lacoume*", que nous recommandons aux personnes qui passent dans le voisinage, après leur dîner, s'ont un véritable nectar!

TEMPERATURE, —27 Octobre 1873.

Thermomètre de C. DURAND, opticien

	Fahrenheit.	Centigrade
6 A. M.	69	20
12 M.	73	23
3 P. M.	70	21
6 P. M.	66	19

FRANCE.

Nous trouvons dans les journaux de Paris, du 11 octobre, les nouvelles qui suivent :

Les calomnie de M. Thiers sur la force du parti monarchique sont, nous remarquons-le, tout-à-fait de mode. Nous tenons d'une source parfaitement digne de foi, mais à laquelle nous ne pouvons encore donner notre signature, que le bruit a couru, hier matin, dans les couloirs de l'Assemblée, que M. Thiers, à la suite d'une entrevue avec les députés de la droite, aurait déclaré que, si la droite ne votait pas la loi des maires, il donnerait sa démission.

Cette nouvelle a produit une vive émotion dans les rangs de la droite, et on a remarqué que plusieurs députés, qui avaient manifesté l'intention de voter contre la loi, ont déclaré qu'ils changeraient leur vote.

Ainsi provoqué à une démonstration, le parti monarchique a voulu donner à l'opposition du public la valeur des manifestations parlementaires des propositions qui viennent d'être déposées sur le bureau de l'Assemblée nationale et qui ont pour objet la prorogation des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon, et la nomination d'une commission de trente membres chargée de préparer les lois constitutionnelles.

Voici, en effet, le texte de ces propositions :

Article premier. Les pouvoirs conférés par la loi du 20 novembre 1873 au président de la République sont prorogés pour sept ans à partir de l'expiration de ceux qui lui ont été conférés par la loi du 24 mai 1873.

Art. 2. Les pouvoirs du président de la République ne peuvent être prorogés que par une loi votée par l'Assemblée nationale.

Art. 3. Le président de la République est responsable.

Art. 4. Le président de la République a le droit de faire grâce.

Art. 5. Le président de la République ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des deux Chambres.

Art. 6. Le président de la République a le droit de faire des traités de commerce.

Art. 7. Le président de la République a le droit de faire des traités d'alliance et de paix, mais il ne peut les ratifier qu'après avoir obtenu l'assentiment préalable des deux Chambres.

Art. 8. Le président de la République a le droit de déclarer l'état de siège dans un ou plusieurs départements, mais il ne peut le faire que pendant la durée de la prorogation des Chambres.

Art. 9. Le président de la République a le droit de dissoudre la Chambre des députés, mais il ne peut le faire qu'après avoir obtenu l'assentiment préalable du Sénat.

Art. 10. Le président de la République a le droit de faire des nominations dans tous les services civils et militaires.

Art. 11. Le président de la République a le droit de faire des nominations extraordinaires, surtout dans des conditions analogues à celles qui ont été accomplies au moment du coup d'état du 2 décembre.

Art. 12. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 13. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 14. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 15. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 16. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 17. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 18. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 19. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 20. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 21. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 22. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 23. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 24. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 25. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 26. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 27. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 28. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 29. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 30. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 31. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 32. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 33. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 34. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 35. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 36. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 37. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 38. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 39. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 40. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 41. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 42. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 43. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 44. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 45. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 46. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 47. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 48. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 49. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 50. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 51. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 52. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 53. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 54. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 55. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 56. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 57. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 58. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 59. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 60. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 61. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 62. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 63. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 64. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 65. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 66. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 67. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 68. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 69. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 70. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 71. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 72. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 73. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 74. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 75. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 76. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 77. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 78. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 79. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 80. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 81. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 82. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 83. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 84. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 85. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 86. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 87. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 88. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 89. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 90. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 91. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 92. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 93. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 94. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 95. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 96. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 97. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 98. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 99. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 100. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 101. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 102. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 103. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 104. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 105. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 106. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans l'armée, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 107. Le président de la République a le droit de faire des promotions dans la marine, sans avancement à l'ancienneté.

Art. 108. Le président de la